

Sarkozy, la continuité ... en pire

Le 6 mai prochain, les Français vont avoir à choisir entre la continuité et le changement. La continuité a son candidat, c'est Nicolas Sarkozy. Dans le scrutin, il est le "sortant", il a gouverné le pays depuis 2002 comme ministre d'Etat, numéro 2 du gouvernement, président de l'UMP. Il est soutenu dans sa campagne par les deux premiers ministres de la législature qui s'achève. Il porte le bilan de la majorité UMP depuis 2002. Il n'a pas changé. Avec lui, tout est vraiment prévisible. Il n'y a pas l'ombre d'un doute : Sarkozy, c'est la continuité. La continuité de l'échec. Mais la continuité... en pire ! Ce comparatif du bilan de la législature UMP et des promesses de son candidat en est la troublante démonstration.



2002 - 2007
5 années d'échecs UMP

Sarkozy et l'agriculture

2002-2007
L'ÉCHEC

La mauvaise moisson de l'UMP

En signant la réforme de 2003, la droite a affaibli le soutien à l'Agriculture et à la PAC :

- Baisse des prix garantis
- Démantèlement des instruments de régulation des marchés
- Découplage des aides et mise en place d'un marché des droits à prime
- Modulation obligatoire pour tous à 5 %

Entre 1997 et 2001, le budget du ministère avait augmenté de 23 %

Entre 2002 et 2005, le budget a diminué de 10 %

Le refus d'augmenter le budget communautaire condamne la PAC

La FNSEA constate : *“Année après année, l'agriculture n'est plus une priorité budgétaire gouvernementale”*.

En 2002, le gouvernement de droite a prélevé 683 M€ dans les caisses des organismes sociaux agricoles dont 191 M€ dans celle de la Mutualité Sociale Agricole

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Abandon de la spécificité agricole

- Nicolas Sarkozy envisage le regroupement du ministère de l'Agriculture avec le ministère des Finances (Agrapressehebdo - 22/01/07)

Finie la reconnaissance ministérielle.

Un strapontin à Bercy pour le grenier de la France !

En toile de fond, la fin de la spécificité fiscale agricole.

Un sacrifice annoncé à l'OMC.

- Le ministre candidat annonce qu'il poursuivra l'amélioration du régime des retraites agricoles.

La réalité : la revalorisation des petites retraites a été stoppée en 2003.

Depuis 2005, le gouvernement ne verse plus sa contribution au régime de protection sociale agricole qui est désormais en déficit de 2 milliards d'euros par an.

«La contribution de l'agriculture au monde rural repose désormais moins sur son potentiel d'emplois que sur son rôle d'animateur de la ruralité»

Convention UMP sur la ruralité

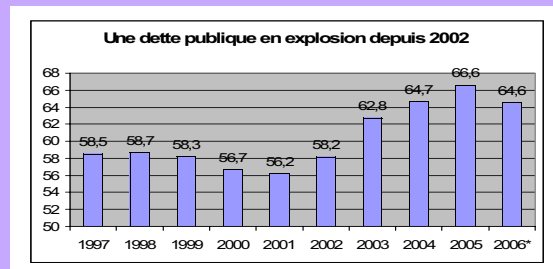
Sarkozy et l'économie

2002-2007
L'ÉCHEC

Une gestion en faillite

➤ Entre 2002 et 2007, la France ne sera jamais parvenue à réduire son déficit en dessous du niveau atteint fin 2001. Fin 2006, ce déficit est encore de 2,7 %

➤ La dette publique atteint 64,6 % fin 2006. Nos engagements européens n'auront jamais été respectés durant 5 ans (source Minéfi)



➤ Le déficit commercial n'a cessé de se creuser. Il atteint un niveau record de 30 milliards d'euros fin 2006

➤ La croissance a été atone. En 2006, la France se classe au 10^e rang de l'Union européenne, avec une croissance de 2 %, loin derrière l'Allemagne pour la 1^{ère} fois depuis la réunification

➤ La croissance moyenne a été divisée par deux par rapport à la période précédente (1997-2002). Elle n'aura été que de 1,5 % pendant les cinq dernières années

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Plus de dépenses et moins d'impôts !

Aucune des promesses fiscales de N. Sarkozy n'est financée. Tous les cadeaux fiscaux aux plus aisés seront payés par les Français moyens et modestes, et par les générations futures.

➤ Il réussit à être encore plus irresponsable que Jacques Chirac qui promettait moitié moins de baisses d'impôt en 2002 (30 milliards d'euros contre «68 milliards» en 2007).

➤ Un catalogue de promesses non financées. Nicolas Sarkozy est en contradiction avec le cadre financier du programme de l'UMP.

«Il faut désormais que nous gérons les affaires de l'Etat comme le ferait un bon père de famille».

N. Sarkozy, TF1 - 08/04/04

Sarkozy et l'éducation

2002-2007
L'ÉCHEC

L'UMP a dégradé l'école

- Suppression de plus de 750 millions d'euros de crédits entre 2002 et 2007. La gauche avait augmenté les crédits de l'Education de 14 % entre 1997 et 2002.
- Suppression en 5 ans de 30 694 emplois dans le secondaire pour une baisse de 155 000 élèves (1 suppression de poste pour 5 élèves en moins)
- Création, en 5 ans, de 4 051 emplois dans le primaire pour une augmentation de 184 900 du nombre des élèves (1 création de poste pour 45 élèves)
- Abandon du plan pluriannuel de recrutement des enseignants
- Classes surchargées, problèmes de remplacement des enseignants, suppressions d'options, d'enseignements et de filières
- Promesses non tenues : dédoublements de classes en langue vivante, généralisation des programmes personnalisés de réussite éducative, scolarisation des enfants handicapés

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Réduction drastique du nombre d'enseignants

N. Sarkozy s'y est engagé :

- Un fonctionnaire sur deux ne sera pas remplacé. En 5 ans, 125 000 postes d'enseignants disparaîtraient !
- Suppression de la carte scolaire pour « permettre aux parents de choisir l'établissement scolaire de leurs enfants ». Cette mesure accentuerait encore la ségrégation sociale et empêcherait toute mixité sociale.
- Les enseignants doivent travailler plus pour gagner plus. Au même moment, son gouvernement supprime les décharges scolaires pour les professeurs d'éducation physique.
- Egalité de moyens entre le public et le privé pour que les parents puissent choisir. Payer pour le privé : c'est l'égalité des chances selon l'UMP !

«L'école n'a plus mission de tirer tout le monde vers le haut, mais de brader les diplômes pour remplir l'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat»

N. Sarkozy, discours à Maisons-Alfort - 2/02/07

Sarkozy et l'emploi

2002-2007
L'ÉCHEC

Précarité et travailleurs pauvres

Officiellement, fin décembre 2006, le taux de chômage est de 8,6 %, soit 2 143 500 chômeurs. Il faut y ajouter :

- Salariés à temps partiel : 1 290 800
- Chômeurs en préretraite : 461 725
- Chômeurs en formation : 228 481
- CES et Contrats Borloo : 260 539
- La pauvreté s'accroît : plus de 1,1 million d'allocataires du RMI. 250 000 de plus par rapport à 2002
- La précarité s'étend : 70 % des embauches se font sous la forme de CDD ou d'intérim
- Instauration du Contrat Nouvelle Embauche et tentative avortée d'extension aux jeunes avec le CPE

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Généralisation du Contrat Nouvelle Embauche

Sarkozy promet :

- Un contrat de travail unique inspiré du CNE : la période d'essai passerait de 1 mois à 2 ans pour tous les employés

94 % des emplois créés l'auraient été sans le CNE.

50 % des signataires d'un CNE ont perdu leur emploi au bout d'un an. On estime à 20 000 le nombre d'emplois réellement créés en 2007 grâce à ce contrat.

Il annonce :

- Les Français doivent travailler plus.

La réalité :

- 1° - Le volume des heures supplémentaires n'a pas augmenté malgré les assouplissements des lois Fillon.
- 2° - On constate que les entreprises qui repassent aux 39 heures continuent à les payer 35 heures.

- Les heures supplémentaires seraient exonérées de cotisations sociales et de fiscalité. La réalité : elles vont se substituer aux créations d'emploi.

" Le CPE est une très bonne mesure pour l'emploi des jeunes. "

N. Sarkozy - 25/01/06

" Le CNE est un progrès, il ne faut pas y toucher. "

N. Sarkozy, congrès de la CGPME - 24/01/07

Sarkozy et l'environnement

2002-2007
L'ÉCHEC

Refus du principe pollueur-payeur

- Plan français de quotas d'émissions de gaz à effet de serre rejeté par la Commission européenne pour cause de laxisme
- Affaiblissement politique du ministère de l'Environnement et réduction forte de ses crédits
- Diminution des crédits aux transports publics
- La part de l'écologie dans le budget de l'Etat a été divisée par deux en cinq ans
- Refus de légiférer sur les OGM
- Violation de la convention de Bâle sur les déchets dangereux en envoyant désamianter le porte-avions Clemenceau par les travailleurs indiens

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

De l'effet de serre à l'effet d'annonces

N. Sarkozy propose :

- Un taux de TVA réduit à 5,5% sur les produits écologiques pour faire acheter des voitures propres.
Au-delà des incertitudes qui pèsent sur la réalité de ce genre de proposition de réduction du taux de TVA (comme on l'a vu pour la restauration), celle-ci est dans la lignée de la politique de la droite qui souhaitait déjà adapter la ville à l'automobile.
- Le développement des transports en commun rapides.
La réalité : le gouvernement a supprimé les subventions aux projets de transport en commun en site propre et à la mise en oeuvre des plans de déplacements urbains.
- Une «révolution écologique».
La réalité : aucune impulsion n'est proposée en matière d'économies d'énergies et d'énergies renouvelables.

**« La défense de l'environnement exige de nous
une rupture fondamentale »**

Sarkozy et l'Europe

2002-2007
L'ÉCHEC

La grande panne

Après les 15 «glorieuses» des années Mitterrand/Delors (marché unique, euro...), la politique européenne connaît sa plus grande crise depuis cinq ans.

- Rejet du nouveau traité institutionnel par les Français lors du référendum de mai 2005
- Paralysie sur tous les grands enjeux (gouvernance économique, traité social, dumping fiscal, immigration, défense commune, politique étrangère)
- Eloignement du couple franco-allemand dont l'un des symboles est la crise du groupe aéronautique EADS.

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Le leurre d'un traité «simplifié»

- Extension des politiques de dérégulation (énergie, transports, temps de travail...)
- Sarkozy promet de faire adopter un traité réduit aux institutions.
La réalité : aucun de nos partenaires, à commencer par l'Allemagne, n'en veut.

Quant aux Français, il ne veut plus les consulter. C'est le Parlement qui tranchera.

- Il prône une «refondation économique et sociale de l'Europe».
La réalité : son gouvernement a refusé que soit augmenté le budget européen et que soit réorientées ses priorités vers les politiques de croissance et d'emploi (recherche, infrastructures...). Son gouvernement a organisé sans négocier l'ouverture du marché de l'énergie et l'UMP s'est opposée à la proposition socialiste d'une directive cadre sur les services publics.
- Il propose de constituer des champions industriels européens.
La réalité : il a empêché tout rapprochement avec l'Allemagne pour Alstom ou Adventis pendant qu'il était ministre des Finances.
- Il refuse les négociations d'adhésion avec la Turquie.
La réalité : son gouvernement a accepté leur ouverture sans reconnaissance d'un Etat membre (Chypre) par la Turquie.

«Certains en France m'appellent Sarkozy l'Américain. J'en suis fier.»

N. Sarkozy, Congrès juif mondial - 24/06/04

Sarkozy et la fiscalité

2002-2007
L'ÉCHEC

Les impôts et les taxes ont augmenté

- Pression fiscale : Sarkozy et l'UMP sont directement responsables d'une hausse de 18 milliards d'euros d'impôts et charges en cinq ans
- En 2004, le taux de prélèvements obligatoires atteignait 43,1 %. En 2005, il a atteint 44 % en 2005 dans le cadre du budget préparé par... Nicolas Sarkozy
- Les niches fiscales (+ de 400) se sont multipliées et privent l'impôt sur le revenu des 2/3 de ses recettes

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

La continuité dans l'injustice

Il propose :

- La diminution de 4 points du taux de prélèvements obligatoires (72 milliards !)
- La suppression des droits de succession (5 milliards)
- La création d'un bouclier fiscal à 50 %, ce qui supprimera de fait l'ISF

Le Ministre candidat veut avantager les plus riches car :

- 80 % des Français ne paient pas de droits de succession
- 99 % des Français ne sont pas assujettis à l'ISF
- Le bouclier fiscal existant bénéficie actuellement à 16 000 foyers pour une baisse moyenne d'impôt de 22 000 euros, soit environ vingt fois le SMIC !

La réalité : Nicolas Sarkozy se préoccupe avant tout du sort des rentiers et des détenteurs de patrimoines.

«On va rendre 68 milliards aux Français en 5 ans»

N. Sarkozy, Le Monde - 22/01/07

«En cinq ans, 15 milliards d'allègements d'impôts et de charges»

N. Sarkozy, Les Echos - 14/02/07

« La baisse promise ne commencera qu'après 2010»

T. Breton, Canal+ - 15/02/07

Sarkozy et l'immigration

**2002-2007
L'ÉCHEC**

Un bilan mensonger

- Nombre de premiers titres de séjour délivrés en France entre 1998 et 2005 :
Entre 1998 et 2001 (gouvernement Jospin) : 545 356
Entre 2002 et 2005 (Sarkozy ministre) : 656 141

Sarkozy a donc délivré 16 % de plus de titres de séjour que la gauche.
Et pourtant, la gauche avait régularisé 80 000 étrangers avec la circulaire de 1997.

- Nombres d'étrangers, hors espace économique européen, entrés en France pour motif familial :
Entre 1998 et 2001 (gouvernement Jospin) : 209 572
Entre 2002 et 2005 (Sarkozy ministre) : 309 661

Sarkozy a donc délivré 32 % de plus de titres de séjour pour motif familial que la gauche.

- L'instabilité législative qu'il a provoquée a fragilisé l'intégration des étrangers en situation régulière.

**LA CONTINUITÉ
...EN PIRE**

Le fantasme de «l'immigration choisie»

- Pour répondre aux besoins du marché du travail, N. Sarkozy vante le tri entre les “bons et les mauvais étrangers” afin de fournir une main d'oeuvre corvéable et bon marché au détriment d'une revalorisation des métiers et des salaires.
- Il veut “attirer les meilleurs étudiants étrangers”. L'immigration choisie consiste à piller les pays pauvres de leurs cadres quitte à hypothéquer toute chance de développement de ces pays et à accélérer l'émigration de la misère.
- Il fait croire aux Français que l'immigration choisie va résoudre le problème de l'immigration clandestine alors que les deux s'additionneront.

«L'homme n'est pas une marchandise comme les autres»

N. Sarkozy, Saint-Etienne - 09/11/06

Sarkozy et l'industrie

2002-2007
L'ÉCHEC

Le patriotisme économique en berne

L'industrie française a connu cinq années noires :

- 400 000 emplois industriels ont été supprimés. Des territoires déjà fragiles (Ardennes, Pas-de-Calais, Picardie, Languedoc-Roussillon) ont été les plus touchés.
- Les secteurs traditionnels (textile, papeterie, sidérurgie, chimie, automobile) comme les nouvelles technologies (ST Micro électronique, Alcatel) ont connu de sévères plans de restructurations.
- Le groupe Pechiney a disparu (racheté puis dépecé par Alcan). Arcelor a été racheté par Mittal malgré les moulinets du gouvernement.
- Les pôles de compétitivité prennent du retard du fait de l'absence de stratégie, de financement et d'incitation des industriels.
- Le gouvernement a provoqué la crise d'Airbus avec la nomination de M. Forgeard à la tête d'EADS. Il est resté inerte pendant les deux années de cette crise. Le plan de restructuration prévoit 10 000 suppressions d'emplois (4 300 en France) et quatre cessions de site (deux en France).

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Le grand vide

Ni le programme de l'UMP, ni celui de N. Sarkozy ne comprend de chapitre sur l'industrie. Son conseiller François Fillon a résumé sa pensée en la matière : «*Moins les politiques se mêlent du fonctionnement des entreprises, mieux c'est.*» (LCI - 20/02/07).

N. Sarkozy n'a qu'une idée : ramener l'impôt sur les sociétés au niveau de la moyenne européenne (15%) et poursuivre les baisses de charges sans aucune contrepartie en matière d'emplois, de salaires et d'investissements. La réalité : cette politique d'aménagement fiscal suivie depuis cinq ans n'a eu aucun effet sur la désindustrialisation.

Pour Airbus qui est devenu le premier constructeur aéronautique grâce à l'initiative et au financement de l'Etat, il récuse l'intervention publique. Sa seule proposition est de trouver «*un opérateur industriel (privé) qui soit actionnaire de l'ensemble.*»

«Ce n'est pas la responsabilité d'un homme politique de donner une instruction pour suspendre un plan social. Ce n'est pas ma conception de l'économie »

N. Sarkozy, RMC - 26/02/07

Sarkozy et le logement

2002-2007
L'ÉCHEC

1,4 million de Français
attendent un logement social

- Entre 2002 et 2007, explosion des prix de l'immobilier entretenue par des cadeaux fiscaux en direction des classes aisées (dispositifs De Robien et Borloo populaire) qui ont coûté 600 millions d'euros par an aux finances de l'Etat
- L'augmentation des loyers et des charges est estimée à 30 % en 5 ans
- Les aides au logement ont baissé de 10 % en 5 ans
- 430 000 mises en chantier en 2006 mais seulement 25 % sont financièrement accessibles aux 2/3 des Français

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Le contournement du seuil
de 20 % de logements sociaux

- Intégration des logements locatifs aidés dans le seuil de 20 % prévu par la loi SRU, ce qui revient à contourner la loi et à dispenser certaines communes de construire des logements sociaux.
La réalité : un tiers des communes visées n'appliquent pas la loi SRU.
Neuilly 2,6 % de logements sociaux ; Ville d'Avray 3,1 % ; Le Raincy 3,91 % ; Saint-Maur-des-fossés 5,4 %...
- La droite tente de faire croire que la résolution de la crise du logement passe essentiellement par l'accession à la propriété.
La réalité : sur les 753 000 accédants à la propriété en 2005, seulement 1 sur 4 appartenait à la moitié la moins riche de la population.
- Déduction fiscale pour les intérêts des crédits immobiliers.
La réalité : 50 % des ménages ne sont pas imposables. Les familles modestes ne bénéficieront donc pas de cette mesure.

*«La bonne politique ne consiste pas à couvrir
la France de logements sociaux.»*

N. Sarkozy, Ouest-France - 24/11/05

Sarkozy et la protection sociale

**2002-2007
L'ÉCHEC**

La dérive des comptes sociaux

- En 2001, la sécurité sociale était excédentaire
En 2004 et 2005 toutes les branches du régime général se sont trouvées en situation de déficit
En 2007, la sécurité sociale est déficitaire de 8 milliards d'euros. La dette sociale accumulée en cinq ans atteint 80 milliards d'euros
- Le régime général de l'assurance maladie sera en déficit de 4 milliards d'euros en 2007, il était en déficit de 6 milliards d'euros en 2006 !
En juin 2004, le ministre X. Bertrand affirmait que sa réforme devait permettre d'atteindre l'équilibre...
- Le remboursement des soins est de plus en plus aléatoire : augmentation de 23 % du forfait hospitalier, un euro par feuille de soin, 18 euros sur les soins lourds
- La réforme des retraites reste à faire. Malgré l'allongement et l'alignement de la durée des cotisations, malgré l'instauration d'un système de décote, le déficit de la branche vieillesse atteint 2,4 milliards d'euros en 2006 et les besoins de long terme ne sont pas couverts

**LA CONTINUITÉ
...EN PIRE**

Déremboursements en hausse

- Mise en place d'une franchise déremboursant de 10 euros tous les actes médicaux.
- Promesse aux médecins d'une revalorisation des consultations. Comme en 2002, la démagogie prime sur tout souci d'équilibre des comptes sociaux.
- Plan hôpital de 10 milliards d'euros sans aucun financement.
- Suppression sans concertation des régimes spéciaux de retraite.

« Le modèle social français n'est plus une question taboue ».

N. Sarkozy, Libération - 19/07/05

Sarkozy et la recherche

2002-2007
L'ÉCHEC

La part de la recherche dans le PIB baissé

- En 2002, Jacques Chirac disait : " Nous serons en tête de l'Europe pour la recherche en 2007 "...
La réalité : en 2002, la part de la recherche dans le produit intérieur brut français était de 2,20 %.
En 2007, elle est de 2,15 %.
- N. Sarkozy était ministre des Finances en 2004 lorsque les coupes budgétaires ont provoqué le plus grand mouvement de colère des chercheurs.
- La loi de programmation pour la recherche votée par l'UMP permettra tout juste d'atteindre à terme 2,3 % du PIB pour l'ensemble de la recherche. L'Europe exige 3 % pour 2010 !
- 3 000 postes statutaires promis par le gouvernement pour 2006 et 2007 ; il y en aura au mieux 1 500.
- 11 %, c'est le taux de chômage des docteurs trois ans après la soutenance de leur thèse
- La France consacre 1,1 % de son PIB à l'enseignement supérieur. La moyenne OCDE est de 1,7 %

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Faire ce qui n'a pas été fait en cinq ans !

Il jure qu'il va:

- Augmenter le budget de l'enseignement supérieur de 50 % en cinq ans (soit + 5 milliards d'euros) et l'effort de recherche de 40 % (soit +15 milliards d'euros, dont 4 à la charge de la puissance publique).
- Porter les dépenses de Recherche et Développement à 3 % du PIB d'ici 2012.

" Nous investissons trop peu dans l'enseignement supérieur et nous investissons mal (...). En laissant cette situation perdurer, (...) notre pays tout entier a été mis en danger "

Contrat de législature du candidat UMP 2007-2012

Sarkozy et la sécurité

**2002-2007
L'ÉCHEC**

**Sept lois :
+ 27,5 % de violences**

- Délinquance générale - 9,3 % en 5 ans ; 207 000 voitures brûlées en 5 ans (source OND)
- Violences aux personnes : + 27*,5 % en 5 ans
La réalité aujourd'hui : 53 000 victimes de violences de plus que sous le gouvernement Jospin ! 2 victimes sur 3 ne portent plus plainte
- Nombre de mineurs impliqués dans des atteintes aux personnes :
+ 32 % depuis 2002
- Agressions contre les personnels de l'Education nationale : + 26 %
- Suppression de la police de proximité
- Moins de policiers dans les départements les plus criminogènes. Le préfet du 93, dans une note du 13/06/06, écrit à Sarkozy : *«Les effectifs de gardiens de la paix ont subi une diminution très perceptible à laquelle les élus et l'opinion publique sont sensibles depuis 2002.»*
- Des milliards pour un échec. La loi de programmation pour la sécurité intérieure d'août 2002 a dégagé 5,6 milliards d'euros (équivalents au budget annuel de la justice en France) en 5 ans...
- Une inflation législative sans précédent : 7 lois dont 4 modifiant l'ordonnance de 1945 sur les mineurs délinquants... Les lois inutiles nuisent aux lois nécessaires !

**LA CONTINUITÉ
...EN PIRE**

**La prison pour
les moins de 16 ans**

Il veut :

- Créer des peines planchers obligatoires comme aux Etats-Unis, en cas de récidive et quelles que soient la gravité ou les circonstances du délit.
La réalité : le magistrat n'aura plus à juger mais à appliquer cette peine à la lettre.
- Réformer l'ordonnance de 1945 en autorisant l'emprisonnement des jeunes de moins de 16 ans, non seulement pour crime mais aussi pour n'importe quel délit.
La réalité : les 3/4 des jeunes qui passent par la prison récidivent.

«La répression est la meilleure des préventions»

N. Sarkozy, Libération - 11/07/02

«Dès demain, on va nettoyer au Kärcher la cité des 4 000»

N. Sarkozy, La Courneuve - 20/06/05

Sarkozy et le service public

2002-2007
L'ÉCHEC

Entreprise de démolition publique

- **EDF/GDF : Vous n'êtes plus au courant**

- Fin 2002 : ouverture du marché à la concurrence pour les consommateurs
2004 : ouverture du capital d'EDF et de GDF
2006 : privatisation de GDF (reportée par le Conseil constitutionnel au 1^{er} juillet 2007)
- Augmentation du prix du gaz : + 30 % en cinq ans
Augmentation du prix de l'électricité sur le marché dérégulé : + 60 % en cinq ans

- **La Poste : Le facteur ne sonnera plus**

La loi de dérégulation postale du 20 mai 2005 a définitivement acté la fin de l'égalité d'accès au service public

- Instauration d'une concurrence dans les services postaux, sans imposer aux concurrents de la Poste les mêmes contraintes de desserte du territoire
- Abandon d'un grand nombre de bureaux de poste

- **France Telecom : Toujours Moins**

- L'UMP a donné l'autorisation à l'Etat de ne plus être majoritaire dans le capital de France Telecom
- Objectif affiché : 20 000 suppressions de postes et la délocalisation en Afrique du Nord de certaines fonctions
- Perte d'un tiers des parts de marché des télécoms

LA CONTINUITÉ
...EN PIRE

Ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux qui part en retraite

- Un fonctionnaire sur deux non remplacé équivaut à 225 000 fonctionnaires en moins d'ici à 2012.

La réalité : les quatre pôles de baisse d'effectifs mis systématiquement en avant par N. Sarkozy (douanes - formation professionnelle - action sociale - fusion des services des impôts) ne représentent qu'une «économie» de 40 000 agents publics.

Il devra nécessairement toucher au coeur du service public : les enseignants, les personnels médicaux et les forces de l'ordre qui représentent 80 % des effectifs de l'Etat.

- Remise en cause du droit de grève des fonctionnaires.

*«La loi sur le service minimum dans les services publics
n'a pas à être discutée.»*

N. Sarkozy, Le Parisien-Aujourd'hui - 21/02/07